

Problèmes du socialisme quelques aspects théoriques des entretiens du Kremlin, par Marceau Pivert

« C'est de vérité, surtout, que le prolétariat qui lutte a besoin » Jean Jaurès (1).

I. - Avant-propos.

Que se passe-t-il en Russie depuis la mort de Staline ? Quelle est la véritable signification du XXème Congrès du P.C.U.S. ? Comment interpréter le fameux rapport Khrouchtchev ?

Pour certains, il ne s'agit là que d'un « truc » pour tromper l'opinion (2). Pour d'autres, il s'agit d'événements « très importants », d'un « esprit nouveau », qui vont contribuer à surmonter les causes objectives et subjectives de la stagnation idéologique caractérisant le mouvement ouvrier international de ces dernières décades (3). Ce qui est sûr, c'est qu'une attitude purement négative, une application mécanique de formules toutes faites ne seraient pas dignes de la fonction du socialisme démocratique international ; il doit affronter franchement, avec une méthode d'analyse éprouvée, les responsabilités nouvelles que cette situation lui impose. La délégation socialiste S.F.I.O. en U.R.S.S. a fait de son mieux pour rapporter de son voyage des informations puisées aux bonnes sources, des éléments de discussion sérieux ; elle aurait souhaité pouvoir, au retour, élaborer un rapport général, selon les règles d'autocontrôle collectif qu'elle s'était imposées avant et pendant le voyage ; des circonstances qu'il ne m'appartient pas de préciser ici n'ont pas permis cet effort de mise au point ; les commentaires ci-après n'engagent donc que leur auteur. Mais on peut affirmer qu'il y a unanimité, dans la délégation comme dans le Parti, pour considérer, après cette visite comme avant, que les problèmes du socialisme ne peuvent être résolus que par les travailleurs eux-mêmes, dans un libre effort permanent de confrontation entre leur pensée et leur expérience. C'est dire que nous avons interprété comme un progrès remarquable le fait d'avoir été considéré après trente-quatre ans de combats entre socialistes et communistes, comme des représentants qualifiés de notre classe ouvrière, d'avoir pu nous informer directement, sans intermédiaires, sur certains aspects de la réalité russe de 1956. En conséquence, aucune tâche, théorique et pratique, ne nous paraît aujourd'hui plus importante, pour les socialistes, que celle d'apprécier exactement le point de la courbe de développement où est arrivée la Russie par rapport à l'ensemble du mouvement de transformation sociale qui secoue le monde. Apporter une contribution utile à cette tâche, c'est avant tout dire franchement toute notre pensée, du point de vue de l'intérêt commun à tous les travailleurs. Ainsi seulement nous pourrions aider à une meilleure compréhension mutuelle. C'est dans cet esprit que nous avons entrepris notre voyage, décidés à nous débarrasser autant que possible de nos préjugés, mais aussi et en même temps, à rester nous-mêmes. C'est sans doute ainsi que notre illustre prédécesseur, Diderot (4), près de deux siècles avant nous, osa conserver son impertinence critique à la cour de Catherine II, et revenir sans avoir rien perdu de sa dignité. « Prendre le froc du pays où l'on va, mais garder celui du pays d'où l'on est », conseillait-il alors. Ainsi nous avons véhiculé au Kremlin cette fidélité inconditionnelle au libre examen qui nous semble faire partie du patrimoine de tant de révolutions économiques, politiques et sociales antérieures, et que nous sommes décidés à défendre contre n'importe quelle tentative de censure ou d'intimidation. Les dirigeants communistes russes doivent avoir - ou devront apprendre s'ils ne le savent pas encore - que notre plus ardent espoir est de les voir tenir compte de cet héritage, sans ruse ni manœuvres subalternes ; de les entendre déclarer enfin - et traduire en actes appropriés - l'affirmation récente de l'écrivain communiste américain Howard Fast : « établir le socialisme au prix de l'abandon des droits sacrés de la conscience, de la dignité, du droit de dire ce qu'il vous plaît de dire, quand il vous plaît de le dire; de parler net et clair pour exposer la vérité telle qu'on la voit, de ne craindre aucun homme, qu'il ait raison ou qu'il ait tort... établir le socialisme à ce prix ne constitue pas une victoire... ».

Quant à nous, il nous est d'autant plus facile de confirmer notre attitude de sympathie naturelle à l'égard du peuple russe que n'avons pas attendu l'heure de la contre-révolution stalinienne pour découvrir les liens de solidarité internationale qui associent notre destin au sien. Nous étions déjà

d'accord avec notre camarade Otto Bauer lorsqu'au moment de la N.E.P. il écrivait : « *C'est l'intérêt vital du prolétariat russe et du prolétariat international que l'inévitable liquidation de la dictature s'accomplisse par une transformation pacifique... le devoir socialiste est de soutenir, au sein de la Révolution russe, avec toutes les armes intellectuelles dont nous disposons, les forces qui poussent le gouvernement des Soviets à cette opportune liquidation volontaire de la dictature* » (5). Aujourd'hui, la classe ouvrière russe est dix fois plus nombreuse qu'alors ; la scolarisation est généralisée ; on parle de 4.300.000 étudiants (contre 2.500.000 aux Etats-Unis), de promotions annuelles de 120.000 ingénieurs (70.000 aux Etats-Unis), de 15 ou 18 millions de travailleurs intellectuels, qui ne peuvent que souhaiter leur réintégration dans le mouvement universel de civilisation scientifique contemporain. Bref, les conditions objectives d'une réévaluation réciproque de toutes les forces du mouvement ouvrier international sont posées, et aucun socialiste ne peut se dispenser d'en tenir compte dans ses réflexions. C'est ainsi que notre camarade Indelicio Prieto, le 30 avril, au moment où notre enquête, évoquait, à Mexico, les espoirs qu'elle suscitait. Il reprenait à compte la phrase de Pierre Commis : « *Il est impossible de construire un monde réellement pacifique sans la Russie, ni surtout contre elle.* » Lui qui a eu tant à souffrir, avec son peuple, pour avoir peut-être trop fait confiance aux staliniens, lui qui refuse encore d'envisager un voyage en Russie depuis que ses dirigeants ont voté pour l'admission de Franco à l'O.N.U., posait bien le problème : « *Si la Russie, qui a fait reculer l'implantation du socialisme en Europe occidentale en concentrant ses efforts contre la social-démocratie, rectifiait vraiment le cours de sa vie et la basait sur une démocratie intérieure, elle se rapprocherait alors de nous et nous ne pourrions pas, nous ne devrions pas repousser son concours* » (6).

Dans quelle mesure les « *rectifications* » souhaitées sont-elles déjà réalisées ? Quelles sont celles que les socialistes continuent à attendre ? Les dialogues que nous allons lire nous permettront déjà une première appréciation ; mais il doit être bien clair que les socialistes auront aussi, de leur côté, des « *rectifications* » à apporter à certaines de leurs attitudes si conformément à leurs principes, ils veulent travailler à la réunification du mouvement international pour l'élever au niveau de ses nouvelles responsabilités historiques.

II. - Entretiens sur la démocratie (5 mai 1956, au Kremlin).

Marceau PIVERT : Nous avons le rapport du camarade Khrouchtchev au XXème Congrès et particulièrement ce passage relatif à l'unité ouvrière: « *Coopération possible avec les milieux du mouvement socialiste qui professent des opinions différentes des nôtres quant aux formes du passage au socialisme* ». Ce sont précisément les conditions de cette coopération que nous devons maintenant essayer de définir en toute clarté, en toute loyauté, afin de les rapporter à nos camarades. Vos problèmes sont aussi nos problèmes : la construction du socialisme et d'abord, chez nous, la conquête du pouvoir politique ; la lutte contre La guerre ; la lutte pour la justice et pour la Liberté, la défense des droits de l'homme, ce sont là des problèmes communs à l'ensemble de la classe ouvrière internationale.

Mais il y a encore entre nous, sans aucun doute, de grandes divergences de Méthode, il nous faut donc commencer par tenter un effort de compréhension mutuelle si désirons y contribuer de toutes nos forces ; nos questions ne seront donc inspirées que par notre volonté de victoire commune sur nos ennemis communs.

Par exemple, il nous serait pénible de penser que nous ne sommes considérés par vous que comme des socialistes français ; car nous sommes ici solidaires, de tous les autres travailleurs socialistes de notre internationale. Notre présence ici devrait donc favoriser l'élargissement de notre collaboration.

Par exemple encore, nous ne pouvons pas rentrer à Paris sans apporter une réponse à nos camarades qui nous demanderont : « *Qu'avez-vous fait pour vos frères ?* » C'est-à-dire pour nos frères, socialistes ou de toutes les tendances du mouvement ouvrier qui ont pu être victimes d'une période

particulièrement riche en persécutions de toutes sortes. Pour nous, le droit d'avoir une autre opinion que celle du gouvernement, le droit de l'exprimer librement, sans risque, constituent les bases fondamentales d'une société démocratique, et à priori d'une société socialiste ; le pensez-vous comme nous ? Comprenez-nous bien, camarades, nous ne voulons pas créer d'illusions, mais au contraire construire des liens solides et durables ; et vous nous y aidez puissamment en nous acceptant ici, tels que nous sommes, c'est-à-dire en tant que socialistes fidèles aux enseignements de Jaurès, de Guesdes, de Léon Blum, de Bracke ; que nous soyons ici, des disciples de Lénine, c'est un fait qui, à nos yeux, prend un caractère historique ; c'est déjà une victoire sur nous-mêmes, sur nos insuffisances et nos fautes passées dans la lutte pour la paix et la démocratie sociale.

Car c'est Jaurès qui nous a enseigné que le capitalisme portait dans ses flancs la guerre comme la nuée dormante porte l'orage ; et c'est Lénine qui nous a montré que la lutte pour la paix sans action révolutionnaire, était une phrase creuse.

Précisément sur ces points essentiels, les travailleurs sont divisés ; faut-il faire confiance aux armements et aux alliances militaires ? Ou faut-il faire confiance à l'action propre des prolétaires décidés à entreprendre internationalement une action commune en vue d'imposer la sécurité par le désarmement général contrôlé par les travailleurs eux-mêmes ? En tous cas, le rétablissement de la confiance entre tous les prolétaires du monde, est la condition première de la paix.

Pour que cette confiance soit rétablie, il faut tolérer la libre circulation des courants d'opinion dans les rangs prolétariens, soit par le moyen de partis multiples, soit, à l'intérieur d'un parti unifié, par la libre discussion à tous les échelons du parti.

Si, en U.R.S.S., des travailleurs ayant les mêmes conceptions socialistes démocratiques que nous, désiraient s'organiser, sans jamais remettre en cause naturellement l'appropriation collective des moyens de production, mais seulement leur mode de gestion, pour la démocratiser, quelle serait votre réponse ?

Vos décisions de décentralisation sont déjà, à nos yeux, un grand pas vers la démocratisation économique. Nous souhaitons vous voir aller plus loin encore ; rattraper et dépasser le niveau de production du capitalisme, ce serait bien, mais si vous rattrapiez et dépassiez le niveau de libertés politiques atteint, en occident, par les organisations ouvrières, cela serait mieux encore.

Pour nous, socialistes, le plus grand capital c'est l'homme et plus encore, c'est le travailleur conscient, politiquement éduqué, désintéressé, fidèle à ses frères de classe, pensant par lui-même. Ne trouvez-vous pas, camarade, que l'heure est venue, de ménager ce capital si précieux, que tant d'erreurs passées ont si cruellement gaspillé ?

A l'avance, merci, et quelles que soient vos réponses, de nous avoir permis d'exprimer ainsi les quelques idées essentielles, auxquelles nous tenons ; cette séance est une preuve de croissance pour votre grand pays ; les peuples forts et les classes qui montent n'ont rien à redouter de la liberté d'expression...

Chepilov. - Vous avez dit « *rattraper et dépasser les pays capitalistes en qui concerne les libertés politiques* ». Cette position est profondément erronée ! Il faut vous rappeler les choses les plus élémentaires sur notre conception de la démocratie bourgeoise ; certes, elle est conquête de la classe ouvrière, mais nous sommes des disciples de Marx et de Lénine, et les socialistes « *autant que possible* » se disent marxistes. Il faut donc savoir que la démocratie bourgeoise est truquée, même quand elle est très évoluée ; si tous les moyens de production sont entre les mains de la bourgeoisie, si l'Etat est un appareil entre les mains de la classe bourgeoise, comment peut-on comparer la situation à celle dans laquelle c'est la classe ouvrière qui dispose des moyens de production et qui contrôle l'Etat ? C'est

dans notre pays qu'est réalisée la démocratie véritable, et pour la première fois, par la classe ouvrière alliée à la paysannerie, ce sont nos principes d'organisation qui réalisent le mieux la démocratie; par rapport à nous, c'est la démocratie bourgeoise qui est arriérée : toute une époque la sépare de nous. Oui, le droit pour un individu d'exprimer une opinion différente de celle du gouvernement est une conquête dans le cas d'une démocratie bourgeoise ; parce que, dans ce cas, il y a des classes antagonistes le peuple et les pouvoirs publics sont face à face. L'Etat de la bourgeoisie écrase le peuple ; la fonction de l'Etat consiste à maintenir l'exploitation. Tandis que dans notre société, c'est tout le contraire : pourquoi donc y aurait-il des divergences avec le gouvernement ? Il n'y a plus d'exploitation, c'est le gouvernement du peuple, il ne peut donc pas y avoir d'opinion qui ne soit pas celle du gouvernement. Cela ne signifie pas que tout le monde soit toujours d'accord; chaque citoyen a le droit d'avoir une opinion personnelle ; c'est une affaire privée ; à condition de ne pas lutter contre le pouvoir des soviets, ce droit est garanti. Quant au gouvernement, Il a le moyen de vérifier que les opinions du peuple coïncident ou non avec les siennes, c'est par exemple l'attitude du peuple en guerre, ou bien avec les élections ; toute l'organisation de notre Etat est ainsi commandée par la volonté du peuple.

Enfin, la vieille question d'un seul ou de plusieurs partis : nous l'avons maintes fois expliqué ; cette situation n'est pas le fait de « *notre désir* ». Ce sont les développements de l'histoire qui en ont décidé ainsi ; au moment de la Révolution d'Octobre, Il y avait plusieurs partis ; est-ce que nous avons défendu aux partis socialistes de s'organiser ? Non. Ils ont disparu, non par l'application d'un décret, mais par la force des choses. Rappelez-vous la première période. Il y a eu collaboration avec les socialistes-révolutionnaires et aussi avec Martov ; puis, progressivement, le parti socialiste-révolutionnaire s'est engagé dans la voie de la réaction, de la contre-révolution ; il s'est associé à des forces périmées. C'est ainsi qu'ils ont perdu leur influence sur le peuple ; c' est un fait historique que les socialistes-révolutionnaires ont organisé des complots et des soulèvements, que l'un d'entre eux, Kaplan, a tiré sur Lénine; qu'ils ont assassiné Ouritzki, que les mencheviks se sont alliés aux Gardes-Blancs ; tous ces faits expliquent leur échec. C'est le peuple qui s'est débarrassé d'eux, ce sont les ouvriers et les paysans qui les ont privés de leur confiance. Au contraire, la confiance des larges masses populaires à notre égard n'a fait que croître. Nous avons un moyen de vérification du degré de confiance des masses à notre endroit : c'est leur attitude pendant l'industrialisation. Vous nous posez la question : « *et si un parti travailleur voulait se différencier du vôtre ?* » Eh bien, nous sommes fermement convaincus qu'il ne trouverait chez nous aucune couche sociale plus ou moins large qui voudrait s'opposer à notre parti. Vous savez bien que dans d'autres pays, il y a d'autres particularités ; prenons par exemple la Pologne ; là, l'amitié entre les socialistes et les communistes est très efficace. En Allemagne orientale aussi, la collaboration a été fructueuse. Pourquoi pas ailleurs ? Pourquoi pas chez vous ?

Marceau Pivert. - Veuillez nous excuser camarades, nous n'avons pas la même appréciation que vous sur ce genre de collaboration. Nous, nous avons observé bien des expériences malheureuses pour les socialistes dans ce domaine ; si bien que nous avons été conduits à classer les socialistes de ces pays en deux catégories : ceux qui sont au gouvernement et ceux qui sont en prison ; or c'est précisément le sort de ceux qui sont en prison qui nous préoccupe le plus...

N. Khrouchtchev.- Nous vous sommes très reconnaissants pour votre franchise ; je tiens à répéter que nous devons manifester de la tolérance mutuelle et que nous ne devons pas avoir peur de la discussion ; puisque nous avons des points de vue différents, le rapprochement n'est possible que s'il y a d'abord discussion. Nous devons marquer de l'estime pour nos adversaires ; la question la plus brûlante, c'est l'emprisonnement de quelques sociaux-démocrates dans les pays de démocratie populaire. Franchement et honnêtement, nous ne savons pas pourquoi ils sont emprisonnés ; évidemment toute discussion abstraite sur ce point est très délicate ; mais peut-être ont-ils été arrêtés non pour leurs opinions, mais pour d'autres raisons ; non pour leurs désaccords avec les socialistes au gouvernement ou les communistes, mais parce qu'ils tâchaient d'organiser des gens contre le régime ;

vous avez tout à fait le droit d'établir que les formes n'ont pas été respectées, mais vous devez reconnaître le droit pour ces nouveaux régimes de se défendre... C'est probablement là la raison de l'emprisonnement de ces sociaux-démocrates [\(7\)](#).

Mon opinion personnelle est la suivante : dans la mesure où on nous considère, nous, P.C.U.S., Comme la force morale dirigeante, et qu'on nous consulte, nous pouvons demander que l'on considère le parti socialiste comme un parti amical ; cela, nous devons le faire.

Si notre réaction, à Londres, a été si violente, c'est qu'on l'avait provoquée par la forme hostile sous laquelle on l'avait posée ; nous l'avons considérée non pas comme un acte amical, mais comme un moyen de rechercher le désaccord ; or si l'on tient à se battre avec nous, nous ne craignons rien, pas même le diable ; nous avons de l'expérience, depuis 38 ans que cela dure. Pour la forme, donc, nous avons réagi ; mais que, quant au fond, nous sommes obligés de manifester notre intérêt à l'égard de ce problème si nous voulons arriver à un accord ; je ne pense pas que nous puissions arriver à trouver un langage commun pour apprécier tel ou tel crime ; mais envers les sociaux-démocrates nous avons fait aussi des erreurs. Je ne veux pas condamner les camarades qui ont fait ces erreurs. Mais à travers ces luttes notre régime s'est renforcé ; l'atmosphère est devenue plus calme ; nous pouvons essayer d'aller au fond de choses ; là où nous avons commis des erreurs, nous devons revoir cela. Quand je dis cela, ne faut pas en déduire la possibilité de créer un parti d'opinion opposée... Sur ce point, je suis complètement d'accord avec ce qu'a dit le camarade Chepilov. C'est ainsi que nous comprenons les choses ; mais il faut en finir, et vous aussi, avec les anciennes terminologies et les engueulades du passé ; nous nous sommes entretenus de cela avec Attle et les autres travaillistes qui passaient ici pour aller en Chine en 1954.

« Pourquoi nous appelez-vous les laquais du capitalisme ? » m'a-t-il demandé.

« Vraiment, c'est ainsi qu'on vous appelle ? »

« Oui.

« Eh bien, ce sont sans doute des expressions qui étaient entrées dans notre langage, le temps n'est-il pas venu de prendre à ce sujet une attitude historique ? »

(Ici M. Khrouchtchev raconte le ralliement au régime d'un anarchiste qui s'est comporté brillamment pendant la guerre et qui ayant été décoré, demandait comme une faveur sa carte du P.C.). Beaucoup d'intellectuels sont passés ainsi de l'antisoviétisme, à l'adhésion réfléchie au P.C. : réfléchissez, et devant le granit de notre régime, vous ne pourrez pas ne pas changer votre attitude à son égard.

Ce fut le génie de Lénine qui rendit possible, avec 50 ou 60.000 communistes (Il n'y en avait pas plus en octobre 1917), de s'emparer du pouvoir. A cette époque, je travaillais dans une mine du Dombas ; tous nos cadres techniques, à l'exception d'un seul ingénieur, étaient nos ennemis acharnés. Ce sont donc des ouvriers, seuls, sans expérience et sans instruction, qui ont dû remettre en route les mines et les usines ; mais ils étaient convaincus et raisonnables ; et c'est ainsi que nous avons gagné la guerre civile puis battu les Américains, les Anglais, les Français, les Japonais, et leurs agents Denikine et Koltchak., etc. Puis nous avons dû reconstruire notre économie délabrée, ruinée : Nous avons fait un tel effort que nous sommes maintenant la deuxième puissance industrielle du monde ; et nous formons des cadres techniques plus nombreux que dans n'importe quel autre pays. Nous avons rendu obligatoire le passage de nos jeunes gens dans les lycées : dans dix ans, plus de la moitié de nos ouvriers auront été éduqués dans l'enseignement secondaire; aucun autre pays ne peut en dire autant. Et nous avons accompli ces tâches en luttant contre nos ennemis, y compris contre les mencheviks. Maintenant, nous sommes sur la route du communisme. Pourquoi, alors créer un parti d'opposition? Quelle serait la classe qui exigerait cette création ? Si je formulais cette idée devant mes petits-enfants, qui sont Komsomols, ils diraient sûrement : « Grand-père est devenu fou », puisque nous avons liquidé les classes qui ailleurs liquident la nôtre, nous avons une société monolithique, nous n'avons pas besoin d'un autre parti ; pourquoi voulez-vous mettre une puce dans notre chemise ? A quoi cela servirait-il ? On s'en passera.

Certes, pour que le bureaucratisme ne se développe pas, pour que nos gens ne s'endorment pas, il faut critiquer, il faut pratiquer l'autocritique ; il faut passer à la démocratisation de nos institutions : nous le ferons avec persévérance.

Je suis convaincu que si vous observez bien notre régime, vous reconnaîtrez que nous avons raison. Pour que nos succès soient aussi ceux de la classe ouvrière française, il nous faut progresser et pousser plus loin l'attaque contre le capitalisme et les exploités.

Pierre Commin : Nous nous félicitons de cette discussion approfondie, mais de même que nous ne nous avons pas convaincus, vous non plus, vous ne nous avez pas convaincus. Cependant puisqu'il s'agit de prendre « *une attitude historique* », nous souhaiterions voir disparaître de votre « *Encyclopédie* » certaines appréciations fâcheuses qui sont encore publiées dans votre édition de 1955 à l'égard de ce que vous appelez les « *socialistes de droite* » et de notre regretté Léon Blum. Permettez-nous d'ajouter aussi que nous n'avons pas du tout la même manière de raconter l'histoire.

N. Khrouchtchev : Soit: nous tiendrons compte de votre demande mais je dois vous avouer que je ne connais pas le livre dont vous parlez. Nous nous occupons surtout de produire du lait, de la viande, des œufs, du grain... Mais avouez que vous aussi vous avez parlé de notre « *dictature sanglante* » et autres expressions. Peut-être penserez-vous qu'il est temps de changer cela et de tourner la page ?

Pierre Commin : C'est précisément là le sens de notre requête ; nous voudrions pouvoir montrer qu'il y a vraiment quelque chose de changé.

N. Khrouchtchev : Tachons d'écrire là-dessus, vous et nous.

André Philip : Nous vous proposons de composer une Commission mixte d'historiens qualifiés socialistes et communistes, et de la charger de mettre au point une relation objective de ce passé discuté...

N. Khrouchtchev : D'accord, mais n'oublions pas l'essentiel, qui est l'avenir.

André PHILIP : Les historiens analyseront le passé: c'est leur métier.

N. Khrouchtchev : Mais les historiens aussi ont besoin d'être dirigés...

Nous avons tenu à reproduire intégralement ce dialogue, car il permet maintenant une interprétation socialiste et quelques suggestions pratiques conformes aux intérêts du mouvement ouvrier international : la pire catastrophe pour le peuple russe aussi bien que pour le socialisme démocratique international serait une chute dans la barbarie stalinienne, une rupture entre les pays sous-développés, dont l'U.R.S.S. a été l'avant-garde tâtonnante et meurtrie, et les pays supérieurement industrialisés, dont les classes ouvrières, privilégiées relativement à la misère qui sévit en Asie, en Afrique et en Amérique latine ont trop tendance à se laisser corrompre en s'associant à la politique de leur propre impérialisme. Il dépend aujourd'hui du socialisme démocratique d'être véritablement un mouvement internationaliste cohérent avec les besoins du monde moderne, ou de rétrécir son horizon à la défense du statu quo, dans des nations occidentales dont les classes dirigeantes sont fatalement condamnées au déclin et à la compétition sordide. Dans le premier cas, l'initiative et la renaissance viendront des travailleurs socialistes de l'Occident, qui aideront alors les peuples de l'Orient à économiser bien des souffrances et à découvrir la supériorité des méthodes de liberté et l'efficacité de l'internationalisme prolétarien ; dans le second cas, ce sont les méthodes totalitaires qui apparaîtront comme les seules efficaces, et c'est une autre forme d'impérialisme, politique et planificateur, que l'Occident devra subir, à moins que la guerre atomique ne simplifie brutalement tous les problèmes...

III. - Dépasser le point mort.

Il nous faut d'abord soumettre énergiquement à la critique militante deux tendances à la passivité : côté socialiste, celle qui considère qu'il n'y a rien de changé et qui continue à se reposer sur le mol oreiller de la routine : « *Staline est mort, mais le stalinisme continue* ». Et côté communiste, celle qui célèbre imperturbablement le triste bilan du passé en affirmant qu'il est justifié par le présent : « *Staline, certes, a fait des erreurs, mais le Parti, lui, ne s'est jamais trompé* ». Une aversion bien naturelle à l'égard des crimes staliniens alimente la première tendance ; on serait particulièrement ennuyé, semble-t-il, s'il fallait assister à un véritable dépassement du stalinisme et l'on souhaite de pouvoir maintenir cette attitude commode d'autodéfense : « *Si c'est cela qu'on nous propose comme « socialisme », nous n'en voulons à aucun prix et nous nous allierons avec n'importe qui, fût-ce avec la diable, pour nous protéger contre ce fléau totalitaire* ». Quant à la seconde, elle continue sa tradition de mimétisme ; elle marque bien la volonté de ne jamais mettre en cause un certain système d'interprétation qui ne fait qu'exprimer les manières de voir et les intérêts d'une dictature, dont les bases économiques et le contenu social sont néanmoins soumis aux lois de l'évolution. Des bureaucraties sociale-démocrates traditionnelles se satisferont probablement de la première attitude ; et il faut reconnaître que le stalinisme leur a fourni une immense réserve de munitions au point qu'elles oublient parfois la lutte contre l'ennemi capitaliste ; cette attitude répulsive est d'ailleurs celle d'une large fraction des classes ouvrières occidentales. Quant aux bureaucraties staliniennes, elles sont frappées d'impuissance congénitale pour entreprendre une véritable analyse de la situation : habituées à obéir, elles se réfugient dans une justification dogmatique dont seul l'objet est modifié. Au lieu d'une adoration mystique d'un Dieu unique, dominateur et dispensateur de lumière, elles ont légèrement déplacé le principe de causalité vers l'Eglise, c'est-à-dire vers le Parti [\(8\)](#). Entre ces deux pôles, qui ont dominé toute une époque de désastres pour le socialisme international, l'ensemble du prolétariat se trouve maintenu dans la division et dans l'impuissance : d'un côté, le souci de protéger des libertés précieuses et chèrement acquises paralyse l'esprit offensif d'une classe révolutionnaire qui devrait marcher allègrement vers la conquête du pouvoir politique ; de l'autre, la fraction du prolétariat qui s'est emparée du pouvoir politique, et qui s'y est maintenue au prix de sacrifices inouïs n'ose pas faire confiance à l'ensemble des masses laborieuses afin qu'elles prennent en main, directement et librement, leurs tâches d'émancipation sociale. Il faut cependant essayer de dépasser ce « *point mort* ».

Les deux formes de l'idéologie et de l'action de la classe ouvrière que nous venons de décrire sont en effet des produits de l'histoire, de la géographie, du développement inégal des forces de production et, déjà en 1918, Lénine reconnaissait que « *les deux moitiés dépareillées du socialisme sont sorties de la coquille de l'impérialisme mondial : l'Allemagne et la Russie ont alors incarné le plus clairement l'une la réalisation des conditions économiques, l'autre la réalisation des conditions politiques* » [\(9\)](#). Telle est en effet la base essentielle à partir de laquelle il faut tenter d'apprécier ce que sont devenues, entre 1918 et 1956, ces « *deux moitiés dépareillées* » : la grosse industrie allemande et européenne est toujours capitaliste ; une autre industrialisation s'est élevée à l'Est ; associée au pouvoir politique, est-ce que cela constitue le socialisme ? Pour dominer les éléments d'une interprétation qui dépassait l'opposition actuelle entre socialisme démocratique et communisme totalitaire, il faut d'abord sortir de cette espèce de forteresse piégée où chacun s'est laissé enfermer. Il faut essayer de survoler le paysage, de découvrir son étendue internationale, de saisir dans son lent développement souterrain le mouvement de transformation de l'ensemble de la communauté humaine. Quelles que soient en effet les querelles doctrinales autour de la révolution russe, les scléroses, les réactions, les invectives contre les événements qu'on n'a pas su prévoir, le monde continue à marcher à pas de géants dans tous les domaines : les quarante années de développement chaotique et sanglant de la Russie ont été encadrées par quarante années de crises, de guerres, de barbaries, de ruines et de reconstructions, de misères aggravées et de découvertes prodigieuses dans le reste de l'univers. Aucune doctrine, en dehors du socialisme international, n'est en mesure d'embrasser tout ce spectacle d'un seul regard ;

en dehors de celle que s'est formée la classe ouvrière internationale, aucune n'est capable de déterminer mieux les points d'intervention possible de l'homme dans le fracas complexe de la lutte des classes. Les religions sont dépassées : elles n'ont été que des tentatives partielles, localisées d'interprétation au service de certaines stabilisations sociales ; elles ont jalonné l'histoire de l'humanité ; là où le développement économique et politique de la classe ouvrière est encore insuffisant, elles connaissent parfois une apparence de renouveau ou bien d'autres religions nationalistes ou régionalistes les remplacent : le pangermanisme, le panslavisme, le panislamisme, le panaméricanisme, etc. La religion stalinienne ne fait pas exception. Son repli actuel prouve bien qu'un besoin profond se fait de plus en plus sentir : celui d'une doctrine universelle portée comme un flambeau libérateur par une force révolutionnaire universelle, qui ne peut être que celle du prolétariat : le moment est donc venu, pour le socialisme, de présenter ses titres et de faire ses preuves. Si les dirigeants communistes russes ont souhaité nous lancer une sorte de défi dans une compétition pacifique, nous le relevons bien volontiers ; du moment qu'il ne s'agit plus de vaincre, par la violence brutale, de détruire par la calomnies et par la terreur des adversaires politiques qui se réclament de la même classe, et qui se proposent des « *buts communs* », ce sont nos méthodes préférées qui ont triomphé ; il s'agit donc de « *convaincre* », de rechercher en toute loyauté la meilleure voie, la plus courte en même temps que la plus sûre, pour construire la société sans classes. Nous n'ignorons pas que nos ennemis sont généralement insensibles aux raisonnements comme aux sentiments ; mais pour conduire le même combat, il est indispensable que ceux qui sont du même côté de la frontière de classe, les travailleurs, au moins, pratiquent entre eux la tolérance, le respect de convictions sincères et la solidarité. Nous saluons les premiers pas des dirigeants communistes russes dans cette direction ; mais ils doivent savoir que nous voulons les entraîner beaucoup plus loin ; ils sont encore mal débarrassés de leurs préjugés et de leur dogmatisme à l'égard d'un passé chargé de contradictions ; ils n'aiment pas qu'on en parle ; mais notre devoir est de nettoyer au maximum l'ignominie du régime stalinien, la plus monstrueuse fabrique de faux historiques qu'on ait jamais connu ; il est impossible de tolérer la persistance de ce genre d'escroquerie à l'égard des générations montantes : personne n'a le droit de leur dissimuler la vérité ; les tentatives de suppression, de destruction des œuvres des révolutionnaires d'octobre sont un signe de barbarie qui marque un retard de plusieurs siècles sur le niveau moyen de civilisation : les rois, les empereurs, les papes et les tsars ont pu s'imaginer, naïvement qu'ils étaient en mesure de commander à la postérité et de fabriquer à son usage une histoire conforme à leur propre glorification. Aujourd'hui, cette prétention grotesque, révélée par Staline, s'est effondrée dans la honte ; les dirigeants actuels ont eu raison d'entreprendre cette opération d'hygiène publique ; mais ils ne peuvent plus s'arrêter en route ; ils doivent livrer toutes les archives, tous les travaux, de tous ceux qui ont contribué à préparer et à faire la révolution d'octobre ; cette exigence nous paraît élémentaire si l'on veut appeler au service de la vérité et de la révolution socialiste internationale toutes les ressources de la science et de la jeunesse de tous les pays. Quant à nous c'est en désirant tenir compte de tous les éléments, de toutes les thèses, que nous avons essayé de comprendre la perspective exacte dans laquelle se sont placés tous nos aînés, dans leurs controverses du début de ce siècle ; chacun des acteurs n'a pu voir qu'un aspect de la réalité dramatique à laquelle il a participé ; il est essentiel de rendre justice à tous ceux qui ont servi de leur mieux la cause de l'émancipation du travail ; et leur expérience nous est indispensable ; grâce à eux nous savons ce qu'il faut faire et surtout ce qu'il ne faut pas faire. Qu'on ne prétende pas que ces vieilles histoires n'intéressent plus personne : car sont les mêmes problèmes que le monde d'aujourd'hui affronte. En 1917 c'était à l'échelle des « *deux Europe* », c'était l'alliance entre le prolétariat révolutionnaire des pays industrialisés et les masses paysannes portées vers la destruction des structures féodales : l'ensemble de la planète est maintenant chargé des mêmes explosifs ; le déséquilibre fondamental et l'inégalité sociale se sont considérablement aggravés : les deux tiers de l'humanité ne mangent pas à leur faim ; qu'est-ce que nous risquons, nous socialistes, nous communistes, à voir les choses comme elles sont ? à dire ce qui est ? à essayer de faire passer dans notre camp ces armes incomparables : la science et la liberté ? En tout cas ce sont elles dont nous nous servirons de notre mieux, et pour commencer nous dirons ce qui nous paraît avoir changé dans l'attitude et l'orientation idéologique des dirigeants communistes russes qui nous ont reçus.

IV.- Ce qui a changé

O. Rosenfeld a pu comparer le niveau de vie et l'allure générale des populations : par rapport à 1947, les progrès sont évidents (9bis). A. Philip a fait devant le Conseil Economique un exposé également positif (10). Notre impression est unanime : il n'y a pas de miracle ; pas de paradis ; il y a encore des problèmes très complexes à résoudre, comme celui de la paysannerie ou du logement ; mais la période du terrorisme stalinien est passée. Ce qui nous a frappé, M. Deixonne et moi, c'est l'ampleur de l'effort de scolarisation : en juge un gouvernement par son attitude envers l'instruction du peuple ; ici, les dirigeants russes sont à féliciter ; ils montrent le chemin. Nos observations sont confirmées par Stuart Chase (11), qui avait visité l'U.R.S.S. en 1927 ; toute la plus-value collective, alors, était absorbée par des investissements dans l'industrie lourde et dans les armements (12) ; aujourd'hui, une fraction croissante est dirigée vers « *la production d'ouvriers qualifiés et d'idées nouvelles* » et Clyde Kluckhohn ajoute : « *tous les efforts sont faits pour se tenir au courant de la science occidentale par les publications techniques spécialisées* » (13).

Donc, une ascension lente, un investissement silencieux d'une jeunesse technicienne plus instruite, voilà peut-être, en relation avec une résistance sourde des milieux scientifiques eux-mêmes, ce qui explique la fin de l'hégémonie du parti dans des domaines qui échappent à sa compétence ; nous en pourrions citer plusieurs exemples ; il suffira de souligner ce progrès incontestable dans un secteur particulièrement décisif pour tous les problèmes de planification : la statistique générale. A. Philip a vu les premières épreuves d'un Annuaire Statistique (aujourd'hui publié). C'est lui qui nous a appris le chiffre exact de la population de l'U.R.S.S.: 200.200.000 habitants. On est donc décidé, à Moscou, à en finir avec le bluff des augmentations de production en pourcentage ; on fait confiance, et c'est justice, à des savants, mathématiciens et économistes de grande classe qui ne sont pas obligés, comme au temps de Staline, d'adapter leurs travaux aux fantaisies du dictateur. Ce sont en effet les statisticiens qui furent les premières victimes des purges staliniennes (le directeur de l'Institut de conjoncture, Kondriatev, V. G. Groman...). En 1929, comme la destruction catastrophique du cheptel en conséquence de la collectivisation forcée s'inscrivait dans les statistiques (il y aurait encore actuellement en Russie 4 millions et demi de vaches de moins qu'en 1916), Staline s'en prit aux statisticiens., qu'il liquida. Par la suite, comme dans les autres sciences, il imposa une « *ligne politique* » ; et le stalinien Sobol, le Lissenko de la Statistique, obligea son collègue Pissarec à désavouer la conception « *universaliste* » de ses travaux. En somme, on demandait à l'hérétique de dire le contraire de ce qu'il croyait être la vérité. Le Parti stalinien jouait le rôle du tribunal de l'Inquisition en face de Galilée. Triste période, et peu glorieuse pour le Parti : aujourd'hui, ainsi qu'en témoignent les Congrès scientifiques internationaux (14), les élites pensantes de la Russie réintègrent le mouvement général de la Recherche scientifique moderne. Il n'est pas possible que tôt ou tard ils n'éprouvent pas le besoin d'étendre leur liberté intellectuelle reconquise à de nouvelles couches de la population ; ils ne forment pas une caste à part et sont étroitement associés, en général, à la vie de leur peuple ; combien de temps pourront-ils accepter que les moyens d'information dont ils disposent dans leur spécialité soient refusés aux travailleurs de la ville et des champs lorsqu'il s'agit des problèmes politiques fondamentaux intéressant leur classe, et tout ce qui se passe dans les organisations ouvrières du monde ? Pourquoi les ouvriers et les paysans russes seraient-ils considérés éternellement comme des mineurs, incapables de se faire une opinion par eux-mêmes, et obligatoirement soumis à des informations censurées, triturées, filtrées, en fonction de ce que l'autorité politique considère comme de nature à préserver leur quiétude mentale ? Une première contradiction irréductible entre la libre investigation scientifique et le dogmatisme autoritaire stalinien a éclaté : la liberté nécessaire a brisé la prétention totalitaire incompatible avec la vie. Ce changement important concerne à la fois la superstructure et l'infrastructure : il est à longue portée. Il devra entraîner d'autres conséquences heureuses car la vie politique est aussi, à sa manière, objet de science, de connaissance, d'expérimentation, et de probité totale ; elle ne peut pas demeurer le privilège d'une élite recrutée et contrôlée par elle-même ; notre ami le Professeur Levy-Brühl a écrit à ce sujet un article particulièrement pertinent (15).

Nous n'insisterons pas sur les autres changements, qui sont liés à toute la nouvelle situation, par exemple sur les efforts évidents de la politique extérieure russe pour collaborer à la détente internationale, sans cependant sacrifier une élémentaire solidarité avec les revendications des peuples qui luttent contre l'impérialisme capitaliste. Cela dépasserait les limites de notre sujet ; mais il convient de souligner que l'agressivité expansionniste stalinienne semble, elle aussi dépassée ; un immense besoin de paix caractérise le régime actuel ; il rejoint celui des pays sous-développés dont le poids spécifique se fait de plus en plus sentir dans la diplomatie internationale ; les forces de guerre devraient donc être isolées et réduites à l'impuissance si une véritable politique socialiste internationale pouvait être élaborée par une discussion de toutes les organisations internationales et rigoureusement appliquée. Là aussi, d'énormes progrès restent à faire. Mais nous allons déjà voir ce qui devrait encore changer en U.R.S.S...

V. - Ce qui devrait changer.

Conformément au désir exprimé par N. Khrouchtchev, « *essayons d'aller au fond des choses* ». Les dirigeants russes semblent avoir compris qu'à l'exception de la France et de l'Italie, leur système de pénétration dans les rangs de la classe ouvrière des pays industrialisés a fait faillite. Et ils savent aussi que ces deux exceptions ne sont pas la conséquence de leurs vertus particulières, mais plutôt de l'absence d'une véritable organisation socialiste de classe indépendante, comme il en existe en Allemagne, en Autriche, en Angleterre et ailleurs. Par contre, leur position est très forte par rapport aux masses anticolonialistes des pays sous-développés, à l'économie agraire saignée à blanc par deux siècles d'exploitation impérialiste. Car ils apparaissent à ces masses comme une sorte d'avant-garde qui a réussi à se libérer du capitalisme extérieur. Dans la mesure où leur économie planifiée permettra aux Russes une intervention, même modeste, et sans contrepartie politique, pour aider à la solution des terribles problèmes d'équipement posés à l'Asie et à l'Afrique, cette influence ne peut que croître. D'où cette contradiction : en l'absence de révolution prolétarienne et socialiste dans les pays industrialisés, les dirigeants russes sont amenés à prolonger et à étendre en surface la phase antiféodale et paysanne de la révolution commencée, en 1917 en Russie. Mais alors, il n'est plus possible de soutenir, en même temps, qu'on est une avant-garde socialiste ou communiste ; on constitue une étape dans le processus de révolution permanente mondiale ; et aussi un relai inappréciable dans le passage de la féodalité au socialisme, aussi bien qu'une sorte de chaînon irremplaçable entre l'Europe et l'Asie. Toute la question est de savoir aujourd'hui pendant combien de temps encore les dirigeants « *communistes* » actuels pourront imposer à leur propre prolétariat une dictature de minorité conçue, sinon justifiée, par Lénine, à titre de tactique provisoire, il y a quarante ans. Le problème du mouvement ouvrier occidental, y compris du prolétariat russe, est donc de piétiner sur place, ou d'avancer : dans le premier cas, la dictature d'une minorité, en Russie et dans les pays satellites, se heurtera aux exigences croissantes des masses prolétariennes revendiquant « *bien-être et liberté* » ; et une dictature bonapartiste-paysanne pourra apparaître comme la seule réplique possible : un prolongement modernisé et assoupli de ce qu'a été le stalinisme. Dans le second cas, une offensive socialiste en Europe occidentale permettrait de résoudre la plupart des problèmes de la révolution agraire et d'éviter les formes violentes et dictatoriales de cette révolution lorsqu'elle est localisée et enfermée dans monde hostile.

Il est évident que ces deux orientations sont proposées aux dirigeants russes et qu'ils seront obligés, finalement, de choisir l'une ou l'autre. Et c'est ici que notre revendication (car ce qui se passe en U.R.S.S. intéresse tout le prolétariat international) de démocratie réelle prend tout son sens : ce n'est pas un « *dévergondage petit-bourgeois* » (16). C'est un « *service* » du même ordre que celui que les dirigeants russes peuvent rendre aux pays sous-développés pour les aider à échapper à l'emprise capitaliste. Les socialistes d'Occident peuvent rendre ce même service aux prolétaires russes : ceux-ci ont appris quelque chose de la science et de la technique occidentale ; il n'y a aucune raison qu'ils soient incapables d'apprendre aussi quelque chose de l'utilisation de la démocratie politique, de l'action autonome de classe, pour la construction d'une véritable démocratie sociale à l'échelle

internationale. L'élévation constante du niveau politique des masses ne « remontera pas » d'Est en Ouest ; il faudra qu'elle passe, dans le même sens où passe actuellement le courant d'informations scientifiques et techniques, d'Ouest en Est ... et en tous cas, pour corriger ce qui pourrait paraître une orgueilleuse prétention (que rien ne justifie dans la politique actuelle des partis socialistes), c'est par la démocratie la plus large que passera nécessairement l'échange des résultats politiques expérimentaux et l'enrichissement réciproque des cultures. En d'autres termes, la fin du despotisme médiéval de Staline devrait ouvrir la possibilité d'une remise en mouvement des forces révolutionnaires prolétariennes qu'il a si bien réussi à briser, à démoraliser, et à détruire, pendant un quart de siècle, en Russie aussi bien qu'en Occident ; la conception actuelle, du rôle du Parti en Russie, est une séquelle du stalinisme ; l'effort conscient, patient, obstiné des militants et des masses doit en obtenir la transformation ; la démocratie socialiste n'a aucun sens si elle ne signifie pas le contrôle permanent des dirigeants par les travailleurs eux-mêmes ; l'information permanente et complète pour tous ; la liberté d'expression pour tous ; le respect total des droits des minorités ; cela est encore plus vrai lorsque les dirigeants disposent de l'Etat, de la presse, de la radio, de la police, de l'armée ; ce genre de « *démocratie supérieure* », qu'on a pu justifier par l'ignorance des moujiks, jamais les travailleurs de l'Occident ne l'accepteront ; puisque les dirigeants russes reconnaissent volontiers qu'aujourd'hui qu'il peut y avoir d'autres voies que celle par laquelle est passé le peuple russe pour aller au socialisme, nous leur demandons d'ouvrir les portes et les fenêtres qui sont encore fermées et qui empêchent la libre circulation des pensées et des opinions entre les prolétaires de tous les pays ; car pour qu'ils s'unissent, il leur faut d'abord se comprendre et se connaître autrement que par l'intermédiaire des bureaucraties qu'ils n'ont pas choisies eux-mêmes « *Nous sommes stupides et faibles, par rapport au Moyen-Âge où s'attarde encore la Russie, le capitalisme est un bien...* », disait Lénine en 1921 (17). Voilà le langage qui serait plus correct : par rapport aux libertés démocratiques conquises par les travailleurs d'Occident, oui, la Russie a encore d'énormes progrès à faire ; toute l'exploitation capitaliste, toute l'expansion impérialiste n'ont pas seulement dépouillé les prolétaires des pays industriels et les sous-prolétaires des pays coloniaux ; ce capital accumulé a servi aussi à créer des richesses nouvelles, à permettre le développement de valeurs de civilisation, d'un certain « *luxe* » des arts et des sciences, des inventions et des découvertes, qu'il est impossible aujourd'hui de rejeter en bloc sous prétexte qu'elles sont le résultat d'une effroyable spoliation continue : au contraire, c'est de l'expropriation des expropriateurs qu'il s'agit aujourd'hui ; mais à quoi servirait-elle si de nouveaux barbares s'installaient dans les centrales nucléaires pour continuer à servir à la destruction de l'humanité ? Ou s'ils ne savaient pas s'en servir ? Ou s'ils continuaient à régler à coups de marteau ou de coups de poing, par voie d'autorité et par des mesures policières, des questions d'administration des choses qui peuvent se décider par le libre consentement des hommes ? La fin du stalinisme soulèverait un immense espoir ; pour mesurer le chemin parcouru dans la voie de son émancipation, la jeunesse russe est-elle autorisée à lire les Œuvres Complètes d'André Gide ? Elle y trouverait la trace d'un orgueilleux nationalisme d'ignorant, dans cette réflexion recueillie par Jet Last auprès d'un étudiant russe d'il y a vingt ans (18). « *A quoi bon apprendre les langues vivantes, nous n'avons plus rien à apprendre des étrangers* ». Ceux que nous avons vus, et ces jeunes instituteurs, dont une brune Sibérienne pleine de talent, et qui parlaient un français impeccable, et qui jouaient du Molière avec finesse, sont d'une autre époque. Est-il absolument sûr que cette page de Gide ne leur donnerait pas à réfléchir ? « *...extraordinaire élan vers l'instruction, vers la culture, mais cette instruction ne renseigne que sur ce qui peut amener l'esprit à se féliciter de l'état de choses présent. Elle accumule ; et l'esprit critique y fait à peu près complètement défaut. Je sais bien ; on fait grand cas, là-bas, de ce qu'on appelle l'autocritique ; j'ai vite dû comprendre que, en plus des dénonciations et des remontrances, cette critique ne consiste qu'à se demander si cela est « dans la ligne » ou ne l'est pas. Ce n'est pas elle, la « ligne », que l'on discute., et malheur à celui qui chercherait à pousser plus loin. Critique en deçà, tant qu'on voudra. La critique au-delà n'est pas permise. Il y a des exemples de cela dans l'histoire. Et rien plus que cet état d'esprit ne met en péril la culture* » (19). C'est dans le même esprit que Gide que nous formulons, du point de vue de notre classe, une exigence de libre examen total. Car il ajoutait « *les erreurs particulières à un pays ne peuvent suffire à compromettre la vérité d'une cause internationale, universelle...* » (20) et encore : « *Le mensonge, fût-ce celui du silence, peut paraître*

opportun... mais il fait à l'ennemi la part trop belle, et la vérité, fût-elle douloureuse, ne peut blesser que pour guérir » (21).

Voilà pourquoi nous sommes amenés à examiner la définition du Parti que nous a proposée Chepilov : une avant-garde qui s'identifie avec la classe ouvrière ; une classe ouvrière qui s'identifie avec toute la réalité sociale, une réalité sociale russe, entièrement exprimée par le gouvernement monolithique et par l'Etat. C'est trop beau. Et d'ailleurs, si c'est vrai, quel risque y a-t-il à laisser s'exprimer les idéologies dépassées ? Si toutes les autres tendances du mouvement ouvrier, sociale-démocrates, mencheviks, socialistes-révolutionnaires, anarchistes, syndicalistes, ouvriers oppositionnels, paysans, trotskystes, boukhariniens, nationalistes bourgeois, etc... et même staliniens orthodoxes, sont aujourd'hui liquidés par le peuple lui-même ? Quel inconvénient y a-t-il à laisser s'exprimer, ne serait-ce qu'à titre d'échantillon posthume en quelque sorte comme fossile-témoin, la pensée politique de tel ou tel survivant ? Si l'identification était si complète et si absolue, comment expliquerait-on le rejet, en décembre 1925, au XIV^e Congrès, de cette proposition de l'opposition : « *le Parti n'a qu'un million d'adhérents ; or il y a déjà 7 millions d'ouvrier industriels : cooptons 90 % de ces derniers comme membres du parti pour lui conserver sa base de classe* » ? Comment se fait-il que la composition ouvrière des Congrès, qui était encore de 57 % des délégués en 1925, soit tombée à 9,3 % en 1934, soit demeurée inconnue en 1939, et se traduise par une élimination à peu près complète de la base au bénéfice des fonctionnaires du Parti, des techniciens et des membres du gouvernement ? Cela est important pour la classe ouvrière internationale, car, d'après la direction actuelle, « *le Parti a été et sera le seul maître des esprits, des pensées, des dirigeants, des organisateurs, du peuple russe dans la lutte pour le communisme* » (22). Sans doute, le seul maître, mais un maître qui est bien obligé de tenir compte, d'une manière ou d'une autre, des esclaves non-conformistes : les grévistes de la Vorkouta, par exemple ; ou ceux de Berlin-Est, ou ceux de Poznan. Ne vaudrait-il pas mieux ouvrir largement les rangs du Parti à des influences ouvrières directes ? Il y a longtemps que K. Marx nous a conseillé de juger un Parti sur ce qu'il fait plus que sur ce qu'il dit, sur sa base de classe plus que sur ses intentions (23). Nous le faisons, quant à nous, même à l'égard de nos propres organisations socialistes ; c'est un bon moyen de les apprécier, avec plus de justice. Nous sommes disposés à appliquer les mêmes critères à l'égard des partis communistes. Aussi, lorsque nous-mêmes lisons certaines déclarations récentes du P.C.U.S. (24), selon lesquelles, « *en dépit des erreurs de Staline, la politique du Parti a toujours été juste et a incarné la sagesse collective du Parti* », nous ne pouvons pas nous empêcher de penser que c'est au moment où Staline, en décembre 1936, promulguait la Constitution « *la plus démocratique du monde* » que commençait la plus noire période de destruction des élites révolutionnaires en Russie et dans le monde. Lui aussi alors, affirmait la position dirigeante du Parti. « *Il ne peut exister en U.R.S.S. qu'un seul Parti... il « apporte » la démocratie aux travailleurs, etc...* » (25). Oui, nous savons comment cela s'est passé, et cela durait déjà depuis la mort de Lénine. Et personne n'a jamais pu répondre à cette question de Trotsky : « *Comment un Parti dont les deux tiers des membres du Comité Central étaient des ennemis du peuple et des agents de l'impérialisme a-t-il pu faire triompher la Révolution ?* » (26). Il ne nous suffit pas qu'on invoque les élections : celles de 1950 ont donné 99,98 % des voix à Staline : comment les « *électeurs* », auraient-ils pu faire autrement puisque les dirigeants actuels reconnaissent eux-mêmes qu'ils n'ont pas pu faire autre chose que trembler pour leur place et leur peau, et exécuter les ordres du tyran ? Si c'est cela qu'ils appellent « *la sagesse collective* » du Parti, comment espèrent-ils que nous puissions les prendre au sérieux ? Il n'y a rien de commun entre une telle tentative de transfert, sur le Parti, de la sagesse qu'on est obligé de refuser à Staline et une attitude de militant révolutionnaire. Imagine-t-on Marx ou Engels, ou Jaurès, ou Lénine, ruser à ce point avec la réalité ? « *Staline a eu tort mais le Parti a eu raison* ». Voilà la demi-vérité détruite par le demi-mensonge. Quel Parti ? Lorsque, en 1923, il était dirigé par Boukharine, Rykov, Kamenev, Zinoviev (tous quatre fusillés par Staline), Tomsky (acculé au suicide), Trotsky (assassiné sur l'ordre de Staline)... et Staline, qui restera seul, le Parti avait un contenu et une orientation ; lorsque, en 1934, les staliniens eux-mêmes furent liquidés (98 membres du C.C. sur 139 ; 1.108 délégués au Congrès sur 1.966), que devient le Parti ? Son contenu social ? Son orientation ? Le Parti est un appareil que Staline a fabriqué, manipulé, épuré, décimé et dirigé à sa guise ; il est temps

qu'il fasse peau neuve et qu'il établisse franchement une discontinuité par rapport au stalinisme, sinon l'équivoque subsistera dans l'opinion des avant-gardes révolutionnaires de tous les pays. Pourquoi s'obstiner à toujours vouloir supprimer l'opposition et apparaître comme un bloc de « granit » monolithique ? Tout le monde sait que les problèmes posés sont très difficiles à résoudre, qu'ils exigent la contribution volontaire et libre de tous les travailleurs, et qu'une minorité est quelquefois un ferment de renouvellement et de stimulation dont bénéficie toute l'organisation, surtout lorsque, ainsi que nous en faisons la preuve, dans les partis socialistes, la discipline dans l'action n'est pas mise en cause car elle est la contrepartie nécessaire de la plus totale liberté d'expression dans le domaine de la pensée. « *Supprimer l'opposition, observait déjà Gide, il est sans doute heureux que Staline y parvienne si mal* » (27). En effet, et la déclaration du P.C.U.S. du 30 juin, qui contient d'excellents passages, n'a guère progressé sur ce point, puisque nous y lisons : « *Après la mort de Lénine, des tendances hostiles (hostiles à quoi et à qui ?, c'est ce qu'on ne, dit pas) furent actives dans le Parti, les trotskystes, les opportunistes de droite, les nationalistes bourgeois occupaient des positions contraires à la théorie léniniste de la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays, ce qui, en fait, aurait conduit à la restauration du capitalisme en U.R.S.S. Le Parti a développé une lutte sans merci contre ces ennemis du léninisme...* ». On peut en effet discuter sur les thèses des oppositions, mais ce qui est sûr, c'est que la « théorie » du « socialisme dans un seul pays » est une invention de Staline directement contraire à ce qu'a toujours affirmé Lénine. En 1906 : « *Pour conserver la victoire, pour empêcher la restauration de l'ancien régime, la révolution russe a besoin d'une aide extérieure. Cette aide existe-t-elle ? Oui, et c'est celle du prolétariat socialiste d'Occident* » (28). En mars 1917, en quittant les socialistes suisses, il disait : « *Le prolétariat russe ne peut pas achever la révolution socialiste avec ses seules forces... il peut faciliter l'entrée dans le combat décisif de son principal et plus sûr collaborateur, le prolétariat socialiste d'Europe et d'Amérique* » (29). En avril 1918 : « *A moins d'être fou ou d'avoir la tête bourrée de clichés livresques, on comprendra que le capitalisme d'Etat serait le salut pour nous* » (30). Et c'est d'ailleurs pourquoi il expliquait dans le Programme du P.C.U.S. de 1919 que a « *la privation des droits politiques ainsi que les autres restrictions à la liberté ne sont nécessaires que comme mesures provisoires... au fur et à mesure que la possibilité objective d'exploitation de l'homme par l'homme disparaîtra, la nécessité de ces mesures provisoires disparaîtra également, et le parti s'attachera à les réduire et à les supprimer complètement...* » (31). En 1920, il reconnaît la naissance d'une nouvelle bourgeoisie « *comme dans toute société capitaliste* » (32). En 1921, « *La N.E.P., c'est le capitalisme d'Etat dans l'Etat prolétarien* » (33). En 1922, « *La répartition socialiste excédait nos forces, il y a mécontentement de la paysannerie et d'une grande partie des ouvriers* » (34). Il reconnaît, quelques semaines avant sa mort, dans la polémique avec Soukhanov, que l'argument des socialistes selon lequel « *le développement des forces productives en Russie n'est pas suffisant pour permettre l'instauration du socialisme* », que cet argument n'est pas sans valeur, mais il ajoute, et nous sommes bien d'accord avec lui sur ces points, d'une part, que la révolution russe est placée dans des conditions particulières qui la distinguent de toutes les révolutions européennes précédentes, et, d'autre part, s'adressant à la social-démocratie européenne, qui vit, elle, dans les conditions requises pour la révolution socialiste : « *Qu'attendez-vous donc ?* » Ce sont des questions du même ordre que nous avons entendues de la part de Khrouchtchev, et c'est pour être mieux en mesure de répondre à cet appel que nous voulons débayer complètement l'obstacle stalinien qui s'est mis en travers du socialisme européen (35). Car c'est encore Lénine qui affirmait, il y a un demi-siècle, que « *la conscience de la classe ouvrière ne peut pas être une conscience politique authentique tant que les ouvriers ne seront pas entraînés à réagir contre tous les cas de tyrannie, d'oppression, de violence et d'abus, quelle que soit la classe qui en soit victime* » (36).

Revenons à la conception monolithique du Parti. Qui est chargé de définir les « *tendances hostiles* » dont parle la déclaration du 30 juin ? Les mêmes dirigeants qu'au temps de la dictature stalinienne ? Nous n'y verrions pas d'inconvénients si ceux qui, alors, avaient raison contre eux, et dans la mesure où ils survivent, avaient aujourd'hui la parole. Prenons un point de repère: à la Conférence régionale de Moscou, en 1929, c'est Molotov qui définit les fiches du P.C.U.S. . Il est déjà partisan de faire « *travailler les cerveaux* », mais dans un certain sens « *à la manière bolchevik, et non à la manière trotskyste* » (37). Autrement dit : « *Vous avez le droit de penser par vous-même, mais à condition*

d'aboutir à nos conclusions »... A cet instant, un papier non signé est apporté à la tribune et Molotov le lit :

« Camarade Molotov, vous réclamez l'autocritique, mais vous ne faites que la comprimer avec brutalité. Vous estimez qu'on ne peut critiquer que soi-même et son institution, mais pas plus loin. Et si quelqu'un se met à critiquer la dictature de Staline et de son groupe, demain, il dégringolera de son poste, de son emploi, et il ira au diable, en prison, et plus loin... (Bruits). Ne croyez pas qu'on vous suit et qu'on vote pour vous par conviction. Un grand nombre sont contre vous mais craignent de perdre leur morceau de pain et leurs privilèges. Croyez-moi, tous les paysans sont contre vous. Vive le léninisme. A bas la dictature de Staline ».

Ce billet prend aujourd'hui une valeur historique (en quoi les oppositions, même bâillonnées, jouent leur rôle...). Ce qui est intéressant, non seulement pour apprécier la théorie de Chépilov-Khrouchtchev sur l'identification de la classe au parti monolithique, mais aussi par comparaison à la situation d'aujourd'hui, c'est la réponse de Molotov. *« Ce billet, dit-il, n'est pas signé... il a été écrit par un contre-révolutionnaire... ce billet ignominieux (sic) nous rappelle que... même ici, les contre-révolutionnaires essaient de nous attaquer en sourdine. »*. Eh bien, voilà où se trouve la contradiction qui devra éclater tôt ou tard : c'est pourtant bien cet opposant anonyme qui avait raison alors ? A partir de combien de millions de cadavres, quand on se prive de la liberté, est-on en mesure de rectifier les « erreurs » d'une dictature ? Le temps des guerriers Scythes, qui crevaient les yeux de leurs prisonniers pour les maintenir en esclavage, n'est-il pas dépassé ? Comprendra-t-on mieux enfin que le seul a retour à Lénine qui soit de nature à refaire l'unité du prolétariat international, c'est celui qui, prendrait comme objectifs (mais avec des moyens qui ne seraient pas en contradiction avec ces fins) ceux que Lénine décrivait dans ce passage de « L'Etat et la Révolution » :

« Notre but final, c'est la suppression de l'Etat, c'est-à-dire de toute violence organisée et systématique, de toute contrainte envers les hommes en général. Nous ne souhaitons pas l'avènement d'un ordre social où le principe que la minorité doit se mettre à la majorité tomberait en désuétude. Mais dans notre aspiration au socialisme, nous avons la conviction qu'il prendra la forme du communisme et que, par la suite, disparaîtra toute nécessité de recourir à la violence contre les hommes, à la soumission d'un homme à un autre, d'une partie de la population à une autre ». [\(38\)](#)

Nous sommes encore loin de compte, certes, car il y a encore trop de capitalisme, de colonialisme, de militarisme, de misère et d'ignorance dans le monde, mais comment accélérer la marche au socialisme en se privant du concours de « l'idéalisme révolutionnaire, qui ne saurait se maintenir que par une vie intensément active des vie dans une liberté politique illimitée » ? (Rosa Luxembourg) [\(39\)](#).

VI. - Conclusions provisoires.

« Le difficile, a écrit Albert Camus, c'est d'assister aux égarements d'une révolution sans perdre sa foi dans la nécessité de celle-ci ». Et il ajoute *« Pour tirer de la décadence des révolutions les leçons nécessaires, il faut en souffrir, et non s'en réjouir »* [\(40\)](#). C'est là exactement le sens de cet effort de clarification. Nous nous proposons de le reprendre dans un essai d'interprétation dont voici le schéma : le léninisme s'explique par les conditions particulières dans lesquelles se trouvait la Russie au début de ce siècle : la forteresse de la réaction médiévale. Si une organisation révolutionnaire liée au mouvement socialiste, mais ne pouvant s'appuyer que sur un prolétariat naissant, parvenait à s'emparer du pouvoir en Russie, l'accélération du processus révolutionnaire socialiste à travers toute l'Europe en résulterait... La guerre de 1914 fournit cette occasion aux internationalistes. *« Un acte d'une importance historique mondiale, dont les traces resteront marquées à travers les siècles »*, écrit Rosa Luxembourg à Louise Kautsky, le lendemain de la prise du pouvoir par Lénine et Trotsky [\(41\)](#). *« Bien entendu, ils ne pourront se maintenir parmi ce sabbat infernal - non pas à cause de la statistique qui témoigne du développement économique arriéré de la Russie, ainsi que l'a calculé ton judicieux époux - mais parce que la social-démocratie de cet Occident supérieurement développé est composée de poltrons abjects qui, en spectateurs paisibles, laisseront les Russes perdre tout leur sang »* ... C'est ce

qui s'est en effet produit. Et, dira encore Rosa quelques jours avant sa mort, « *les faits et les effets se changent en leurs contraires, la faute n'en doit pas être mise avant tout au compte des Russes* » [\(42\)](#). Les bolcheviks ont donc conquis le pouvoir et se sont maintenus fidèles au socialisme révolutionnaire... Puis, seuls, assiégés, misérables, ils ont commencé leur expérience « *en faisant de nécessité vertu* »... En se croyant capables d'imposer par la force leurs conceptions doctrinales et tactiques aux prolétaires des pays développés, ils ont aggravé l'impuissance de la classe ouvrière internationale, et chez eux, placés devant des problèmes économiques, politiques, sociaux, humains de grandeur formidable, ils ont généralisé encore leur conception tactique du Parti considéré comme l'état-major d'une armée obéissante et disciplinée ; ils sont entrés en conflit avec le paysannerie fraction de la classe ouvrière (Makhno, Cronstadt). Ils ont finalement atteint les limites des possibilités humaines et, obligés de passer par l'étape de l'industrialisation, ils ont institué un capitalisme d'Etat fonctionnant à la place d'une bourgeoisie inexistante, et sous le contrôle d'une avant-garde condamnée à se bureaucratiser pour n'avoir pas voulu faire appel à l'activité pertinente et libre des masses. Nous considérons donc la phase stalinienne de ce processus comme une période d'arrêt de la révolution prolétarienne et d'instauration d'une dictature jacobine, puis personnelle, pour l'installation d'une nouvelle bourgeoisie : les fonctions de celles-ci et sa psychologie même sont aujourd'hui remplies par le parti, les fonctionnaires, les techniciens. Mais c'est une bourgeoisie particulière, ouverte, inassimilable à toute autre, originale comme l'est toute l'expérience russe ; ouverte sur l'Asie, et progressive par rapport à la féodalité et au capitalisme privé ; ouverte sur l'Europe, mais, avec Staline, absolument contre-révolutionnaire par crainte de la remise en marche de la révolution socialiste. En somme, les contrôleurs, et le dictateur, ont été les contrôlés dans la mesure où les lois de développement de la société leur ont imposé des conditions bourgeoises d'accumulation primitive et d'industrialisation, mais à son tour, l'industrialisation crée des prolétaires et des techniciens qui ne pourront pas se satisfaire du capitalisme d'Etat, et qui seront appelés à prendre leur place dans la lutte de classe internationale.

Ainsi, nous montrerons dans une étude ultérieure en quoi le stalinisme a été l'expression d'un Thermidor de consolidation des structures du côté du passé féodal et asiatique, mais nationaliste, impérialiste, antisocialiste et contre-révolutionnaire par rapport au prolétariat des pays développés. La clé de l'avenir proche est donc dans les relations de libre échange et de libre recherche qui doivent s'établir entre les prolétaires russes et les prolétaires du reste du monde : le contenu politique et social de la nouvelle bourgeoisie se révélera dans la manière dont elle comprendra et abordera ce problème, en maintenant ses prétentions dogmatiques de supériorité idéologique et organique ou en acceptant la discussion, sur un plan d'égalité et de modestie mutuelle qu'imposent l'ampleur extraordinaire et les difficultés évidentes de la nouvelle étape de révolutions en cours : la révolution anticolonialiste, la révolution atomique, l'automation, et même la marche en Occident vers la nationalisation ou l'étatisation de grands services publics, tout annonce le déclin et la chute de la domination des grands monopoles capitalistes ; c'est pourquoi le caractère démocratique, libertaire, en même temps qu'internationaliste du mouvement ouvrier doit être restauré partout où les travailleurs doivent se préparer à être autre chose que des robots obéissants ou des esclaves bien nourris mais sans conscience de classe.

Le caractère tragique de la situation de faillite dans laquelle s'est trouvé le socialisme occidental en 1917, en tous cas, ne devrait pas se renouveler. Ce sont maintenant des centaines de millions de prolétaires ou de paysans affamés qui se sont mis en route et qui ne seront en mesure d'apprécier les libertés que nous avons conquises que si nous allons au-devant d'eux en socialisant nos industries, et en nous portant au secours de leurs besoins élémentaires ; si nous ne le faisons pas, si nous semblons méconnaître leur soif de dignité et d'indépendance, si nous nous associons à la défense d'un statu quo économique et social contre lequel le socialisme s'est organisé, alors, les dirigeants soviétiques, qui ont découverts d'immenses réserves d'alliés naturels parmi ces populations pauvres, maintiendront et élargiront leur expérience ; une fois de plus, ce n'est pas à eux, mais à nous-mêmes que nous devons nous en prendre. Si, au contraire le socialisme démocratique des pays développés

comprend ses responsabilités et se décide à les assumer, il n'a rien à craindre de la compétition pacifique dans le domaine de la construction du socialisme, et il a dès à présent des alliés innombrables, même s'ils sont encore silencieux, parmi tous ces peuples que l'Union Soviétique a eu le mérite de tirer d'un sommeil médiéval, mais qui voudront tôt ou tard dépasser la phase actuelle de capitalisme d'Etat et buro-technocratie dominante, pour atteindre le niveau de civilisation universelle dont le socialisme devrait assurer l'élévation continue et égalitaire.

C'est donc à l'appel prophétique de Rosa Luxembourg, s'adressant plus spécialement à son prolétariat, que nous en revenons finalement, car l'échec de la révolution allemande en 1918 a entraîné le fascisme, le stalinisme et la guerre et sa victoire commande à la fois la révolution socialiste européenne et les problèmes de construction du socialisme dans les pays sous-développés (c'est-à-dire la possibilité de réunification du mouvement ouvrier).

« Ce n'est que la torche de la révolution en main, ce n'est que dans lutte ouverte de la masse pour le pouvoir politique, pour le règne du peuple et pour la République en Allemagne, que l'on peut à cette heure, empêcher le renouvellement aggravé des massacres et le triomphe des annexionnistes allemand à l'Est et à l'Ouest. Maintenant les ouvriers allemands sont appelés à porter de l'Est à l'Ouest le message de révolution et de paix. Ce n'est plus du bout des lèvres, c'est à pleine voix qu'il faut y aller. »

De l'Est à l'Ouest et de l'Ouest à l'Est, tous les militants communistes et socialistes conscients de leur solidarité dans la lutte internationale de classe doivent entendre cette grande voix, exiger que son enseignement circule librement partout, et qu'aucun obstacle bureaucratique ou dogmatique ne soit dressé devant leur volonté d'élaborer en commun les conditions contemporaines d'une victoire commune des travailleurs de tous les pays.

Notes :

(1) - Jean Jaurès, « Histoire de la Législative » p. 1.316.

(2) – « La réalité russe », avril 1956 , page 2

(3) – Edouard Kardelj, « les Nouvelles Yougoslaves » N°187, 20 mars 1956 page 4.

(4) - Diderot, « Supplément au Voyage de Bougainville », page 217, Œuvres, Edition 1884.

(5) Otto Bauer, « Le Cours nouveau dans la Russie des Soviets » (Eglantine 1923) , page 47.

(6) El Socialista, 3 mai 1956.

(7) P. Commin fut chargé par notre délégation d'envisager, par un entretien personnel avec NK , la procédure à suivre pour obtenir des informations et des mesures de libération concernant les cas particuliers des militants emprisonnés, non seulement dans les démocraties populaires mais aussi en Russie. Le secrétariat du parti SFIO fera sans doute connaître les résultats obtenus dans ce domaine. La presse a publié des mesures de détente et d'amnistie après notre visite.

(8) Au XXème congrès, Hénver Hodja : « Le P.C.U.S est notre père » (Radio-Moscou 20 février 1956) Pravda 5 avril 1956, discours de l'ouvrier V.Gorokhov : « Du fond du cœur, cher parti, écoute-nous. Tu es notre fierté, notre gloire et notre espérance » ; (est-ce que cela ne ressemble pas à un cantique ?)

(9) Lénine, de l'infantilisme de gauche et de l'esprit petit-bourgeois.

(9bis) Voir la revue socialiste, N°100 octobre 1956

(10) Cf le bulletin international du mouvement européen, « Nouvelles de l'Europe », N°75, juillet 1956.

(11) Ch : The progressive, juillet 1956.

(12) Feldman in The New York Times Magazine du 8 février 1954 estime qu'entre 1925 et 1932, chaque année, les investissements moyens ont été de 3,4 milliards de roubles dans l'agriculture et de 638 milliards de roubles dans l'industrie lourde.

(13) cf Clyde Kluckhohn de Harvard cité par The Progressive

(14) Rapport du docteur Stuart Rice à la conférence internationale de statistique de New Dehli, 1951

(15) in Le Monde du 19 mars 1956 : « *Il est impensable que l'immense besoin de culture qui se manifeste dans ces pays s'accommode à la longue d'une totale passivité politique. Un jour ou l'autre ils sortiront de leur sommeil.* » Et cette excellente définition du régime actuel : « *Ce régime porte un nom dans l'histoire c'est le despotisme éclairé ; aussi éloigné dans l'ordre politique d'une véritable démocratie que le paternalisme est éloigné du socialisme dans l'organisation de l'économie.* » Tout l'article mis sous la signature d'un intellectuel socialiste qui n'a jamais fait la moindre concession à l'anticommunisme réactionnaire, devrait être médité par les dirigeants russes et par d'autres...

(16) Pravda 4 avril 1956 : « *le parti n'a jamais toléré et ne tolèrera jamais chez lui le dévergondage petit-bourgeois et encore moins les déclarations contraires au parti... la liberté de discussion n'est pas la liberté de propager des opinions étrangères à l'esprit du marxisme-léninisme.* »

(17) in Krasnaïa, novembre 1921.

(18) André Gide, « *Retour d'URSS* », 1936, texte exact page 53 : « *Le français est complètement délaissé. C'est l'anglais, c'est l'allemand qu'ils sont sensés connaître ; je m'étonne de les entendre parler ici si mal... Il y a quelques années (répond l'un d'eux) encore l'Allemagne et les Etats-Unis pouvaient sur certains points nous instruire. Mais à présent nous n'avons plus rien à attendre des étrangers. Donc à quoi bon parler leur langue ? (et en note une réserve : il est vrai que la langue étrangère quand elle ne sert plus à instruire, peut bien encore servir à enseigner.)* »

Rien n'est plus caractéristique que ce passage pour mettre en évidence le nationalisme-impérialiste frustré de Staline et de ses adeptes.

(19) id. page 52

(20) id. page 17

(21) id. page 17

(22) in Pravda, 6 juillet 1956, déclaration du CC du PCUS.

(23) Karl Marx, « *Le dix-huit Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte* », page 237 : « *Faire la différence d'une part, entre les phrases et les chimères d'un parti et son organisation réelle, ses intérêts réels, et d'autre entre sa représentation intellectuelle et sa réalité.* »

(24) in URSS, N° 876, déclaration du CC du PCUS.

(25) Staline : « *Problèmes du Léninisme* », Moscou 1940, page 571.

(26) Léon Trotsky, « *Staline* », 1948, Grasset, page 576

(27) André Gide, op. cit. page 77.

(28) Lénine, « *la Question agraire au Congrès de Stockholm* », 1906, Zinoviev, page 81.

(29) Lénine, « *Lettre aux ouvriers suisses* », mars 1917

(30) Lénine, « *Discours sur les Tâches immédiates du Pouvoir soviétique* », avril 1918

(31) Lénine, « *Programme du PCUS* »

(32) Lénine, « *Au 3^{ème} Congrès panrusse des Syndicats* », 7 avril 1920

(33) Lénine, « *Au 3^{ème} Congrès du PCUS* », 1919 : « *Il s'agit de diriger le capitalisme dans la voie étatique et de créer un capitalisme subordonné à l'Etat et servant ce dernier.* »

(34) Lénine, « *4^{ème} Congrès du PCUS* », 1922.

(35) Lénine, « *Journal – réflexions destinées à Soukhanov* », 1923. Ce thème a été repris dans le cours du dialogue entre P.Commin, Mikoïan et Khrouchtchev. Mikoïan : « *Nous, nous avons adoré vos communards, mais où est votre ardeur révolutionnaire.* »

Khrouchtchev : « *Pensez-vous pouvoir vous réveiller un beau matin pour entendre le rossignol et reconnaître la victoire du communisme ? Qu'attendez-vous pour combattre les Morgan et les Rockefeller ? Attendez-vous qu'ils vous téléphonent ?* » (Le Kremlin, 5 mai)

(36) Lénine, dans « *Que faire ?* » 1904.

(37) V. Molotov, « *L'Edification du Socialisme et les Malaises de Croissance* », Bureau d'études, Paris, 1930, page 92.

(38) Lénine, « *l'Etat et la Révolution* », page 30-31

(39) Rosa Luxembourg, « *La Révolution Russe* », traduction et préface de Bracke, réédité en 1946 (Spartacus) Cette brochure devrait être aujourd'hui analysée et commentée comme un modèle

d'interprétation socialiste révolutionnaire par tous les militants désireux de comprendre la période 1917-1956.

(40) Albert Camus, préface du livre de Rosmer, « Moscou sous Lénine », (P.Horrey éditions, 1953) pages 13-14.

(41) Rosa Luxembour, « *Lettre à Louise Kautsky* » écrite de la prison pénitentiaire de Breslau, le 24 novembre 1917 : « *Te réjouis-tu des russes ?* »

(42) Rosa Luxembour, op. cit. « *Révolution Russe* », page 44 : « *Tout régime d'état de siège prolongé mène inéluctablement à l'arbitraire et tout arbitraire exerce sur la société une action dépravante.* »